

Alger, capitale des révolutionnaires en exil

jeudi 17 juin 2021, par [DEFFARGE Claude](#), [TROELLER Gordian](#) (Date de rédaction antérieure : 1er août 1972).

L'Algérie est le premier — et, jusqu'à présent, le seul — pays du continent africain qui ait conquis son indépendance les armes à la main. Sept années de guerre, pendant lesquelles les « fellagha » eurent très peu d'amis ; et ceux qui se prétendaient tels prouvèrent bien souvent que cet appui n'était pas totalement désintéressé. En 1964, la charte d'Alger porte encore les traces de l'amertume ressentie :

« La guerre d'Algérie a démontré que la convergence entre mouvements révolutionnaires et entre peuples ayant un ennemi commun n'était pas automatique. » D'où la volonté d'introduire des principes nouveaux dans les relations internationales. Ils sont énoncés dans la charte : « Le développement du socialisme en Algérie est lié aux luttes des autres peuples dans le monde... Le recours à la lutte armée peut s'avérer décisif pour l'accession à la souveraineté nationale. Pour tout mouvement révolutionnaire, l'appui à cette lutte est sacré et ne saurait faire l'objet d'aucun marchandage. »

D'où la décision de donner asile et moyens de subsistance à tous les mouvements qui luttent pour l'indépendance de leur pays, contre le colonialisme, le racisme, l'impérialisme. Et le principe de base est énoncé : reconnaissance du droit des peuples à choisir leur propre destin. Lieu commun, s'il en fut, que l'on trouve dans la plupart des Constitutions et déclarations onusiennes, mais que l'Algérie a traduit dans les faits. Elle n'a cessé, depuis dix ans, d'accueillir les exilés et militants venus de tous les continents. Et les détracteurs de l'Algérie indépendante ont trouvé là toute l'eau nécessaire pour faire tourner leur moulin : « *Alger la Blanche devenue Alger la Rouge* », thème favori des cartérisistes, qui dénoncent à la fois ce « *foyer d'infection installé à nos portes* » et les « *dépenses fabuleuses* » que cette politique entraîne.

On a cité des chiffres : 500 000 francs par mois consacrés par le gouvernement algérien à cette aide. Nos interlocuteurs d'Alger seront aussi discrets sur le nombre des hébergés que sur les sommes attribuées. En fait, toute statistique globale est faussée par la présence de nombreux Palestiniens (on a avancé le chiffre de vingt mille) dont la situation, dans l'ensemble, est plus celle de réfugiés que de combattants : qu'on n'aille pas s'imaginer vingt mille fedayin armés jusqu'aux dents, entraînés dans des camps... La plupart des Palestiniens d'Algérie sont professeurs ou coopérants et gagnent leur vie. Ce qui ne les empêche pas de militer politiquement.

Nous n'avons donc pu dénombrer les révolutionnaires installés en Algérie. Il est, en revanche, relativement facile de faire le compte des mouvements de libération représentés ici : nous sommes arrivés à vingt-sept...

Des beaux quartiers aux caves des H.L.M.

Pour l'Algérie, cette générosité s'explique aussi par l'enthousiasme de la libération et l'euphorie des premières heures de l'indépendance : tout révolutionnaire était un « frère », chaque mouvement de libération un prolongement de la lutte algérienne. On allait faire mentir Mao Tse-toung, qui avait dit : « *Un révolutionnaire est toujours seul.* » L'Algérie était là pour prouver le contraire.

Entre-temps, l'Algérie est devenue une nation, avec ses intérêts particuliers, ses ambitions et ses problèmes de relations internationales. Si la présence des mouvements de libération a contribué à la dédouaner vis-à-vis de son peuple, et lui a permis de faire pièce à Nasser, aux Baas irakien et syrien, à Nkrumah, et, dernièrement, au colonel Kadhafi, dans la compétition pour le « leadership » du monde arabe-africain, cette présence est devenue parfois gênante dans les rapports avec certains pays occidentaux, dont l'aide ou les investissements sont utiles au développement de l'économie algérienne. En effet, comment le Canada peut-il investir sans réticence en Algérie, si le F.L.Q. (Front de libération du Québec), installé à Alger, accuse publiquement le gouvernement canadien de « colonialisme » et de « discrimination raciale vis-à-vis de la population francophone » et essaie d'y mobiliser des appuis à la cause du Québec libre ? Comment les Etats-Unis, désireux de rétablir des relations diplomatiques avec l'Algérie, peuvent-ils accepter sans broncher l'existence d'une « ambassade parallèle » des Noirs américains, d'où les Panthère noires dénoncent les crimes de guerre de l'impérialisme américain et la persécution des militants noirs en Amérique ? Et comment concilier le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'Etats amis avec la présence sur le sol algérien de mouvements qui contestent la légitimité de la présence éthiopienne en Erythrée ou l'authenticité de l'indépendance du Tchad ? Peut-on donner asile et assistance matérielle à des hommes qui qualifient l'indépendance de la plupart des pays africains de « cadeau empoisonné » et s'organisent pour lutter les armes à la main contre le néo-colonialisme, sans violer l'accord de 1965 entre membres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) et hypothéquer sérieusement la politique africaine de l'Algérie ?

L'Algérie ne pouvait renier sa profession de foi révolutionnaire sans perdre la face devant son propre peuple et sans ternir son image de pays progressiste « de pointe » ; mais elle pouvait moins encore donner un appui inconditionnel à tous les mouvements de libération sans risquer un isolement dangereux. Un compromis s'imposait. Il fallait nuancer l'importance reconnue aux mouvements révolutionnaires en fonction des impératifs de l'intérêt national et doser prudemment les appuis matériels et moraux. Le principe énoncé dans la charte d'Alger, selon lequel aucun mouvement de libération ne saurait faire l'objet de marchandage, allait être adapté aux réalités de la politique étrangère.

C'est ainsi que l'hospitalité algérienne a développé ses nuances et ses hiérarchies. Elles apparaissent déjà quand on cherche à situer les adresses des mouvements de libération sur le plan de la capitale : il y a ceux des beaux quartiers, ceux des banlieues ouvrières, ceux du centre, ceux de très lointaine banlieue (et ces révolutionnaires-là prennent l'autobus), ceux des villas blanches de El Biar ou d'Hydra, ceux des H.L.M., ceux des caves de H.L.M., etc. Nous en avons même découvert un qui campait dans un garage [1].

Au sommet de la hiérarchie se trouve le gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du Sud (G.R.P.). Sa représentation a rang d'ambassade et occupe dans les hauts de El Biar une villa entourée de bougainvillées. Un personnel nombreux et un policier dans une guérite témoignent du statut officiel. Ici, c'est un gouvernement ami qui est reconnu comme tel et dont les représentants se comportent en diplomates ; ce qu'ils sont effectivement : conférences de presse, cocktails d'ambassade, présence aux cérémonies officielles du gouvernement algérien, à côté des autres membres du corps diplomatique.

Le FUNK (mouvement de libération du Cambodge), dirigé par le prince Sihanouk, est lui aussi reconnu comme représentant légitime du peuple cambodgien, avec rang d'ambassade [2].

A ce niveau, l'atmosphère n'a rien de « révolutionnaire » ou de « conspiratrice » : « *Monsieur l'ambassadeur par-ci, Excellence par-là...* » On est pointilleux sur le protocole. Limousines avec chauffeur, drapeaux flottant sur les villas blanches.

Un autre Grand encore : la Palestine. Elle est hébergée dans un charmant hôtel particulier du centre d'Alger, tout emmitouflé de glycines. Décor qui fut somptueux, mais atmosphère des plus déprimantes. Ici sont venus échouer ceux dont le calvaire aurait pu, tout autant que l'expérience algérienne, inspirer la charte d'Alger. Un cas typique de révolutionnaires devenus monnaie d'échange. En privé, quelques-uns se défoulent, disent leur amertume : *« Les pays arabes voisins nous avaient d'abord gardés dans des camps de réfugiés et utilisés comme moyen de pression, pour nous en sortir ensuite, afin de laver l'humiliation de leur propre défaite. Exaltés alors comme représentant le fer de lance de l'arabisme révolutionnaire, nous sommes devenus les instruments des intérêts contradictoires de nos protecteurs. Et lorsque nous fûmes assez forts pour voler de nos propres ailes, ils nous ont sacrifiés et abandonnés à la vengeance de Hussein de Jordanie. »* Sauf peut-être dans la Chine des années 30, jamais révolutionnaires n'ont été aussi cyniquement utilisés comme objets de marchandage. Leur présence massive à Alger, si loin de leur champ de bataille, est un avertissement, un enseignement, pour tous les révolutionnaires réunis dans la capitale et qui ne mâchent pas leurs mots quand ils évoquent « le cas palestinien ».

L'attitude des Palestiniens reflète l'impasse dans laquelle ils se trouvent après tous ces avatars. Que peuvent-ils nous dire, ceux auxquels nous rendons officiellement visite ? Que les nations arabes continuent de les menacer de représailles si les différents mouvements ne se fondent pas dans une seule organisation, l'O.L.P. ? Qu'à la rivalité irako-syro-égyptienne pour le contrôle de la résistance palestinienne est venue s'ajouter celle entre la Libye et l'Algérie ? Le représentant intérimaire d'El Fath, profitant de ce que nous ne le connaissons pas de vue, joue les fantômes et, chaque fois que nous nous présentons, dit de lui-même qu'il est absent. Comment lui en vouloir quand, après notre cinquième visite, nous découvrons son identité ? Pourquoi nous fâcher quand les hommes du service de sécurité essaient de confisquer les films que nous avons tournés, où l'on montrait la villa, allant jusqu'à porter la main à leur revolver ? Ces hommes se sentent cernés d'ennemis — réels ou imaginaires — ils sont malades de méfiance.

L'ambassade du peuple noir d'Amérique

Une atmosphère assez semblable nous attend chez le quatrième Grand : la section internationale des Panthères noires. La maison qui, en l'absence d'une représentation diplomatique des Etats-Unis, fut considérée comme l'« ambassade du peuple noir d'Amérique », ressemble aujourd'hui à un camp retranché où les derniers occupants font figure d'assiégés.

Elridge Cleaver vient de se démettre de toutes les fonctions qu'il avait au sein de cette section internationale du parti fondée par lui à Alger en 1970, et ambitionne de devenir le chef d'une armée de libération du peuple afro-américain. Sa démission était devenue inévitable, du moment où ses vues radicales n'étaient plus partagées par les leaders des Panthères noires aux Etats-Unis. Huey Newton et Bobby Seale prêchent aujourd'hui la modération. Ils veulent une politisation systématique et en profondeur, et à longue durée, des masses noires et non l'action violente d'une poignée de militants coupés de la base. Ces divergences se sont propagées au sein du petit groupe — une dizaine de Panthères — restés à Alger. Elles éclatent au grand jour lorsque deux militants du mouvement détournent un avion de la Western Airlines sur la capitale algérienne, avec, pour tout bagage, une rançon de 500 000 dollars. Laquelle des deux tendances se verra-t-elle attribuer cette somme ? Qui ira la réclamer au gouvernement algérien lorsque l'avion aura atterri ? Les durs ou les modérés ? Dispute prématurée et bien inutile... Après avoir compté les billets en présence des deux pirates et d'un diplomate américain, les autorités algériennes restituaient l'argent à ceux auxquels il avait été extorqué. Une chose est d'accorder l'asile politique à des pirates de l'air réclamant le statut de réfugiés politiques, une autre de devenir complice, ou receleur.

Et, du coup, les Panthères noires se mettent à parler : ces garçons, qui avaient refusé toute interview pour éviter d'avoir à évoquer leurs divergences, se soudent comme un seul bloc devant

l'absurdité de ce demi-million de dollars qui se ré-envole pour les Etats-Unis.

Sékou, au faciès de Massaï et à l'élégance recherchée, ex-pirate de l'air lui-même, est véhément :
« *Nos détournements d'avion ne peuvent être qualifiés d'actes criminels : ce sont des actions révolutionnaires accomplies par des révolutionnaires. Nous, les combattants afro-américains, « libérons » les avions seulement quand il nous est nécessaire de quitter le territoire des Etats-Unis, ou — comme cette fois-ci — pour réunir des fonds. Cet argent est prise de guerre, ce n'est pas un vol. Nous sommes en guerre avec Babylone* » [3].

Larry Mack, qui a perdu un œil dans une bataille de rue et a, lui aussi, détourné un avion sur Cuba, profite de notre présence pour nous faire enregistrer un appel aux « hommes de gauche du monde entier ». Il leur demande de faire pression sur les gouvernements progressistes pour qu'ils ne cèdent pas à la « torsion de bras » des Etats-Unis, accompagnée de menaces pour qu'ils retirent leur appui aux mouvements de libération. « *Cette pression de Washington s'exerce surtout sur l'Algérie, à l'heure actuelle : l'Amérique la menace de blocus économique et de boycottage de la part des compagnies aériennes. Nous espérons que l'Algérie et les autres pays résisteront au chantage de l'impérialisme américain. Mais, s'ils cèdent, nous, les Black Panthers, rentrerons dans la clandestinité totale et continuerons seuls notre lutte jusqu'à la victoire finale.* »

Cette voix aux accents pathétiques sonne-t-elle le glas de la présence des Panthères noires à Alger ? L'Amérique obtiendra-t-elle, en échange de la reprise des relations diplomatiques, la disparition de cette « ambassade des Noirs » ? La réponse à ces questions montrera où se situe la frontière tracée par l'Algérie entre solidarité révolutionnaire et intérêts nationaux.

C'est, du moins, l'argument qu'utilisent les Panthères noires pour convaincre les autres mouvements de libération de faire simultanément pression sur le gouvernement algérien. Les autres révolutionnaires sont bien embarrassés : comment mettre le gouvernement algérien au pied du mur pour la défense d'hommes dont la représentativité reste, pour le moment du moins, à prouver ? Au niveau des Quatre Grands, la fraternité n'est pas inconditionnelle, même s'ils disent tous se battre contre le même ennemi : le capitalisme aux multiples visages — impérialiste, colonialiste, raciste, fasciste...

En tête du peloton : les rebelles de l'Afrique australe

Une certaine fraternité — ne serait-ce que dans la façon de vivre, — nous l'avons trouvée à l'autre bout de la ville, dans deux immeubles genre H.L.M. pauvre, peuplés de révolutionnaires moins prestigieux, jusqu'à présent du moins. Dans un de ces immeubles, une dizaine de mouvements de libération s'entassent, du cinquième — sans ascenseur — jusqu'à la cave. Bien que les boîtes aux lettres ne cherchent aucunement à dissimuler l'identité des occupants, nous n'en donnerons pas l'adresse : elle ne nous a pas été fournie par les autorités algériennes responsables. Cet oubli s'explique peut-être par le fait que la présence d'un certain nombre d'entre eux pose quelques problèmes à Alger : ou bien ils s'attaquent à des gouvernements avec lesquels l'Algérie entretient des rapports amicaux, ou bien ils représentent, dans le monde arabe, des tendances trop radicales pour être acceptables — ceux qui veulent « *apporter Mao chez les Bédouins* », comme on dit ici, — ce qui semble déplaire foncièrement à tous les régimes arabes, pour lesquels le « socialisme » doit avoir pour corollaire un retour aux sources islamiques pour s'accorder « à la spécificité arabe ».

C'est le cas du P.F.L.O.A.G., l'ex-Front du Dhofar, devenu Front de libération d'Oman et du golfe Arabique, dont les leaders n'hésitent pas à déclarer : « *Si le pétrole doit être l'obstacle qui se dresse entre nous et notre indépendance, nous ferons sauter le pétrole.* » Déclaration qui doit être ressentie comme parfaitement hérétique par ceux qui pensent qu'il suffit de nationaliser l'or noir pour accéder à l'indépendance réelle et totale.

Le représentant du P.F.L.O.A.G. à Alger est une sorte de révolutionnaire-modèle : réveil à six heures, lecture de la presse, traduction des dépêches, contacts permanents avec les autres mouvements de libération, diffusion des informations en provenance du Front, création de comités de soutien à l'étranger... Nous retrouvons avec amusement la vivacité, la précision, propres aux gens du Sud arabe. Issa fait du café pour tout le monde, répond au téléphone : « *Bonjour, désolé, le F.U.I.E.S. vient de sortir, mais le F.L.E. sera bientôt là... Non, non, celui qui vous répond c'est le P.F.L.O.A.G.* »

Joyce, jolie Afro-Américaine, épouse d'un militant du SWAPO (Mouvement de libération de la Namibie) est venue en voisine avec son petit garçon et apprend au F.L.O. la recette du poulet frit. On va chercher chez les Erythréens les deux chaises qui manquent... Nous nous trouvons pour la première fois dans une atmosphère de commune révolutionnaire telle que l'on se l'imagine au quartier Latin. Dans cette vie quasiment collective, les militants ont la possibilité d'échanger informations et idées, de comparer leurs combats.

Il y avait là, porte à porte, les Québécois du F.L.Q., deux mouvements marginaux portugais, un représentant de la « Somalie-Occidentale » et des Erythréens, qui ont la malchance de vouloir libérer leur pays de l'emprise de celui qui a précisément pour capitale la ville choisie par l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), l'empereur Haïlé Sélassié. Cela pose évidemment un problème délicat.

Le SWAPO (Organisation des peuples du Sud-Ouest africain), et le ZAPU (Union du peuple africain du Zimbabwe), par contre, sont très officiellement reconnus comme mouvements de libération de la Namibie (Sud-Ouest africain) et du Zimbabwe (Rhodésie). Eux, au moins, ont le mérite de se battre contre l'ennemi déclaré de toute l'Afrique, qu'elle soit noire ou arabe : les minorités blanches, qui refusent aux majorités africaines le droit à l'autodétermination. Leurs déclarations ne risquent pas de mettre les autorités algériennes dans l'embarras, et, quand la pénurie de logements se fera moins grande à Alger, ils rejoindront sans aucun doute dans les immeubles à grand standing du centre le peloton de tête des mouvements de libération : ceux qui se battent contre le colonialisme portugais et contre l'Afrique du Sud.

La bénédiction de l'ONU

Ceux-là se nomment P.A.I.G.C. (parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert), M.P.L.A. (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola), FRELIMO (Front de libération du Mozambique), et A.N.C. (Congrès national africain, d'Afrique du Sud). Ce dernier étant le doyen : son action a commencé en 1912 déjà, par des méthodes pacifistes à la Gandhi, avec si peu d'agressivité qu'un de ses présidents, Albert Luthuli, a reçu en 1961 le prix Nobel de la paix.

Avec ces mouvements, nous sommes en pleine « légalité internationale » : les régimes contre lesquels ils s'insurgent ont été condamnés par les Nations unies. L'Assemblée générale de l'ONU a recommandé à ses membres de reconnaître la légitimité de leur lutte armée et de leur prêter assistance matérielle et morale. Elle a également enjoint à ses membres de rompre les relations diplomatiques, économiques et militaires avec le gouvernement de Pretoria. Devant la passivité avec laquelle ces recommandations ont été reçues, par les puissances européennes en particulier, le Conseil de sécurité est intervenu pour recommander l'arrêt des livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, armes qu'elle n'utilise pas seulement contre les populations noires, mais peut, le cas échéant, être amenée à employer dans une intervention en Angola ou au Mozambique, si les mouvements de libération y remportent des succès décisifs. Pretoria a, en effet, fait savoir qu'elle considère les frontières septentrionales des colonies portugaises comme les siennes propres et les défendra si besoin est.

Mais, de même que la majorité des membres de l'ONU, qui souscrivent solennellement au droit des

peuples à l'autodétermination, continuent de soutenir les régimes qui violent ce droit, les chefs d'Etat africains ont tendance à se souvenir de l'existence des mouvements de libération seulement quand cela les arrange : pour proclamer leur foi dans la solidarité africaine pendant les campagnes électorales ou lorsqu'il s'agit de surenchérir sur un collègue qui a su se poser en champion de ces mouvements pour se parer de prestige.

Nous avons eu la chance de mener notre enquête à un moment animé : avant, pendant et après la conférence « au sommet » de l'O.U.A., qui s'est tenue en juin à Rabat. Les représentants des mouvements africains y étaient invités. Nous avons pu comparer leurs colères et leurs satisfactions d'« avant » à celles d'« après », entendre au jour le jour l'écho de leurs rivalités et des manœuvres de couloir qui alimentaient toutes les conversations des milieux politiques de la ville.

Par certains côtés, l'impression qui s'en dégageait devait être comme « du miel et du lait » pour les dirigeants de Lisbonne et de Pretoria. En effet, obligés de se soumettre à l'autorité collective d'une Afrique désunie afin d'obtenir des subventions, les mouvements de libération africains sont, en fait, les prisonniers et les victimes des contradictions qui déchirent ce continent.

Lorsqu'il s'agit, par exemple, de définir une stratégie globale pour achever la libération de l'Afrique, la masse des intérêts particuliers pèse plus lourd que l'objectif à atteindre. En ce qui concerne cette stratégie, deux théories, actuellement, s'affrontent : l'une, dite des « corridors », des semble pour le moment convenir à la plupart des Etats. Elle repose sur la constatation que l'ennemi le plus difficile à mettre à genoux sera l'Afrique du Sud, et en déduit qu'il convient de l'attaquer en dernier. En attendant, il faudra évincer le plus faible, le Portugal en l'occurrence, et fournir ainsi aux révolutionnaires sud-africains les bases d'appui et les « sanctuaires » qui leur permettront de se lancer à l'assaut final contre Pretoria.

Une stratégie contestable

Quelques esprits réalistes — ceux de l'A.N.C. en tête — répliquent que cette tactique est erronée : jamais l'Afrique du Sud ne tolérera que les colonies portugaises se muent en nations africaines hostiles à son régime. En admettant que le Portugal s'avère impuissant à contrôler la situation, Pretoria soutiendra les colons blancs, leur pour faire massif de ses troupes s'il le faut, pour faire du Mozambique et de l'Angola autant de nouvelle Rhodésies. Dans ces deux colonies Portugaises d'ailleurs, les colons ne manquent pas qui préféreraient cette indépendance-là à la dépendance actuelle d'une métropole où l'opposition marque des points, depuis la mort de Salazar.

Cette analyse mène les adversaires de la théorie des « corridors » à la conclusion qu'il faut, frapper partout à la fois et que les coups les plus forts doivent être portés en Afrique du Sud. En effet, en fournissant à l'A.N.C. les moyens de déclencher la lutte armée, en lui permettant de laisser exploser la violence révolutionnaire au cœur même de la forteresse ennemie, l'O.U.A. mettrait l'Afrique du Sud dans l'impossibilité, selon eux, d'intervenir massivement dans les colonies portugaises. Selon eux, encore, l'Afrique australe tout entière devrait bouger en même temps, sinon l'ennemi aurait tout loisir d'écraser une à une les révoltes africaines et de forger un bloc sans faille d'Etats gouvernés par les colons blancs, un bloc qui aurait pour frontières celles de la Tanzanie et du Zaïre.

Officiellement, l'O.U.A. n'a pas tranché. Mais le fait que l'aide matérielle accordée par le comité de libération aux mouvements des colonies portugaises dépasse de beaucoup celle consentie aux autres mouvements africains, indique clairement son choix.

Ce choix est apparemment justifié par l'étendue des zones libérées et l'ampleur de la lutte armée qui prévalent dans les colonies portugaises. Mais peut-on établir des critères en fonction de régions dissemblables à l'extrême et comparer des formes de lutte incomparables ? En Guinée-Bissau, par

exemple, colonie d'encadrement et d'exploitation, ayant une poignée de colons seulement, il a été relativement facile de « libérer » des territoires à faible densité de population, dans lesquels le colonisateur n'avait pour ainsi dire jamais mis les pieds. Cela fait des années que le P.A.I.G.C. contrôle ainsi les deux tiers du territoire sans avoir étendu son domaine d'un pouce. Les villes continuent de lui échapper.

Au Mozambique et en Angola, ce sont également des régions de brousse éloignées des centres, démographiquement peu importantes, qui ont pu être libérées.

En Afrique du Sud, en revanche, le haut degré d'industrialisation et de concentration des masses africaines autour des centres urbains pose des problèmes de tout autre nature et permet, le cas échéant, de porter des coups bien plus décisifs que ne peut le faire un groupe de maquisards en action aux frontières du pays, parmi des populations restées étrangères à un système de production national.

Certains observateurs et théoriciens de la lutte armée pensent d'ailleurs que c'est ce sous-peuplement des colonies portugaises qui rend impossible toute perspective de victoire militaire des maquisards sur le Portugal. Ils ne pourront jamais aligner une quantité suffisante d'hommes au moment des batailles décisives. Sans leurs réserves en hommes, l'Algérie n'aurait pu gagner la guerre, ni le Vietnam résister comme il l'a fait jusqu'à présent.

L'O.U.A. continue néanmoins à mesurer son aide en fonction de ces critères de « zones libérées » — même après la conférence de Rabat, où ces thèses ont été vivement mises en question. Et là, une fois encore, la solidarité des révolutionnaires n'a pas joué, l'intérêt immédiat des bénéficiaires l'emportant sur leur adhésion à une stratégie globale.

Le capitalisme international, ennemi n° 1

A Alger, les révolutionnaires s'interrogent : pourquoi tant d'Etats africains ont-ils soutenu une thèse qui, de toute évidence, ne peut que reculer les perspectives de victoire totale, sinon les anéantir ? La plupart des militants admettent en général que la stratégie des « corridors » n'est qu'une manœuvre destinée à maintenir les mouvements de libération dans leur stagnation actuelle, ou même à les acculer à la défaite. Ils en sont arrivés à la conclusion que l'écrasante majorité des chefs d'Etat africains ne souhaitent au fond pas la disparition des régimes d'Afrique du Sud, de Rhodésie et des colonies portugaises, dont la stabilité semble être le garant de leur propre sécurité.

En effet, au cours des années de lutte, les militants africains se sont idéologiquement radicalisés, au point que la plupart d'entre eux ne se battent plus pour ce qu'ils nomment l'indépendance formelle, mais pour donner à cette indépendance un contenu socialiste.

« L'ennemi — nous ont-ils dit — est partout le même : le capitalisme. En Afrique australe, il exerce brutalement sa domination, par le truchement de régimes racistes et coloniaux, tandis que dans la majorité des autres Etats africains, il s'accommode fort bien d'une indépendance apparente. Pretoria et Lisbonne sont les alliés objectifs de tous les Etats africains, dont le système capitaliste est fondamentalement le même. Voilà pourquoi l'O.U.A. se voit obligée de freiner les mouvements de libération, et la récente création de hauts commandements militaires régionaux n'est qu'un moyen supplémentaire de les contrôler. »

Les bruyantes professions de foi progressistes et anti-impérialistes, ou anticolonialistes, de nombreux chefs d'Etat ne seraient que le voile de fumée destiné à masquer une manœuvre, et à tromper les populations que l'on apaise par cette apparence de progressisme.

Si les mouvements de libération des colonies portugaises se sont prêtés à ce jeu, on peut en conclure

que, actuellement, les tendances modérées l'emportent sur les radicales. Ce virage se manifeste de la façon la plus visible dans le cas du P.A.I.G.C. de Guinée-Bissau. Son leader, Amilcar Cabral, s'est fait la réputation d'un des plus brillants théoriciens révolutionnaires du tiers-monde. Nous sommes d'autant plus surpris de constater la modération de son représentant à Alger, qui va jusqu'à dire que l'indépendance économique, « *c'est un objectif bien lointain auquel ils n'aspirent pas tout de suite, que tout ce qu'ils réclament, c'est la souveraineté nationale qui leur permettrait de faire entendre leur voix dans le concert des nations et de participer au progrès.* »

Et les révolutionnaires d'Alger comprennent de leur côté pourquoi à Rabat, où il était leur porte-parole, il n'avait pas sauté sur l'occasion, offerte par Hassan II, de faire siéger les dirigeants des mouvements de libération aux côtés des chefs d'Etat, et à égalité avec eux. Une fois son gouvernement formé, Cabral siégera d'office parmi les chefs d'Etat.

Si le P.A.I.G.C. a contribué activement à orienter l'O.U.A. vers la modération, le M.P.L.A. d'Angola est manifestement la victime de cette orientation nouvelle : sous peine de se voir retirer l'aide matérielle fournie par l'organisation, il a dû accepter de former un front commun avec le G.R.A.E. (Gouvernement de la révolution angolaise en exil), mouvement angolais rival, expulsé il n'y a pas longtemps d'Alger comme l'« émanation de la C.I.A. et l'instrument de l'impérialisme ».

Le M.P.L.A. se voulant révolutionnaire et progressiste, et le G.R.A.E. étant le poulain du président Mobutu, la nature des pressions exercées semble, aux yeux des révolutionnaires, parfaitement claire.

A Alger, l'amertume était à son comble. Loin d'être seuls, comme le dit Mao Tse-toung, les révolutionnaires sont trop sollicités, entourés et encadrés, et à la merci de ceux qui les aident, rarement libres en tout cas de décider eux-mêmes pour eux-mêmes. Certains de ceux que nous avons rencontrés en pleuraient.

Entre la Chine et l'U.R.S.S.

Ils devraient être endurcis, pourtant, après les coups que leur a portés l'antagonisme sino-soviétique. Au plus aigu de leur conflit, la Russie et la Chine exigeaient de chaque mouvement, en échange du soutien apporté, une dénonciation en bonne et due forme de l'autre « Grand ». Une seule chose comptait pour ces deux géants : mobiliser un maximum de supporters pour leur thèse dans les conférences internationales du tiers-monde, U.R.S.S. et Chine n'hésitaient pas à reconnaître la représentation d'organisations ouvertement réactionnaires, pour réunir un maximum d'adhérents.

Entre-temps, les choses se sont améliorées. Elles se sont même inversées : il suffit aujourd'hui qu'un mouvement de libération inféodé aux Soviétiques se rapproche de la Chine pour provoquer une plus grande sollicitude de la part de l'U.R.S.S., et vice-versa. De la concurrence à mort, on en est arrivé à la surenchère, ce qui est moins nuisible aux mouvements de libération et élargit leur liberté de manœuvre.

Nous n'avons rencontré à Alger qu'un seul mouvement qui puisse se permettre de ne tenir compte d'aucune de ces entraves : le FROLINAT (Front de libération nationale du Tchad), dont Mokhtar, le jeune représentant, nous dit candidement : « *Nous ne sommes pas en guerre avec la France, mais la France, elle, est en guerre avec nous.* » Ce qui est la manière la plus cursive de résumer la situation née des accords de coopération franco-tchadiens, qui apportent une caution « légitime » à l'intervention des troupes françaises contre les combattants du FROLINAT. Ce mouvement n'est ni reconnu par l'O.U.A., ni soutenu par les pays du camp socialiste : d'un côté, il se bat contre un gouvernement membre de l'O.U.A., de l'autre, il n'a jamais prétendu être marxiste.

Paradoxalement, c'est l'hostilité générale qui lui permet une liberté de manœuvre et d'expression sans égales. Nous pouvons donc citer le D^r Aba Siddik, secrétaire général du FROLINAT, sans l'exposer à des sanctions (d'autant qu'il ne met en cause ni l'Algérie qui le tolère, ni la Libye qui l'héberge). Pour expliquer l'hostilité de la plupart des Etats africains à l'égard du Front, il dit :

« Le FROLINAT est un très mauvais exemple : ce n'est pas un mouvement de libération luttant contre une forme classique de la colonisation, car il ne s'agit pas de chasser la France ou de chasser une population européenne quelconque du Tchad. Le FROLINAT s'attaque à un pouvoir mis en place par l'ancienne puissance coloniale et qui défend les intérêts, d'une manière subtile, de cette puissance coloniale. Or si l'on voit ce qui se passe en Afrique, nos voisins et autres Etats sont des copies conformes du Tchad que nous combattons. Je ne veux pas dire que tous ces Etats-là sont contre nous, mais nous n'avons pas réussi à susciter auprès de la plupart d'entre eux de la sympathie, ou bien une « atmosphère de fraternité », comme on dit communément en Afrique. »

Lorsque nous lui demandons s'il ne craint pas une intervention de la part de certains de ces pays africains, au cas où le FROLINAT remporterait des succès spectaculaires, il répond : *« Ce n'est pas l'envie qui leur manque, mais ce sont les moyens. S'ils en avaient les moyens, ils seraient déjà intervenus. »*

A propos de l'idéologie qui est à la base de son mouvement : *« Vous voulez, n'est-ce pas, que j'ajoute un « isme » de plus à tous les « ismes » qui existent ? Evidemment, pour ne pas détonner sur mes confrères, mes camarades en révolution, je dirai que le Tchad de demain sera socialiste. Mais je pense que l'essentiel, ce n'est pas de parler de socialisme : il y en a tellement. Il y a même le socialisme bouddhiste, je crois. L'essentiel, pour nous, c'est d'être maître de son pays et de son économie, de façon que la masse des déshérités puisse en profiter. »*

Quand nous faisons allusion à la théorie des zones libérées, si chère à l'O.U.A., le D^r Siddik confirme l'originalité de sa position : *« Habituellement, lorsque la presse prend contact avec les mouvements de libération nationale, la question classique que l'on pose est celle-ci : « Quelle est l'étendue de vos zones libérées ? » Quant à nous, nous sommes contre la conception dite des zones libérées, pour la bonne raison que cela pourrait nous imposer trop de charges. Pour nous, ce qui importe, c'est le contrôle politique de la population. Au lieu des lourdes charges d'une administration relevant d'une zone libérée, la population est facilement contrôlée lorsqu'on résout immédiatement un problème qui lui tient à cœur. Nos comités de soutien ont la tâche facile. D'abord, la population est favorablement disposée, parce que « y'en a marre », comme on dit. Les gens sont plutôt entraînés par ce que les théoriciens appellent les « motivations subjectives ». Les gens ne peuvent comprendre les motivations « objectives » qu'à partir des motivations subjectives. Lorsque le paysan ou l'éleveur s'engage dans les forces combattantes, il ne le fait pas parce qu'il gagne peu, il ne le fait pas parce que son pays n'est pas mis en valeur, il le fait d'abord parce qu'on l'a dérangé dans ses habitudes [4], on l'a humilié, on l'a mis dans un cul-de-sac moral, et ce n'est qu'à partir de ce moment-là que se révèlent les motivations concrètes qui sont dues ou à l'existence de la lutte armée, ou aux difficultés mêmes de cette lutte armée. »*

Le D^r Siddik regrette de ne pas pouvoir nous montrer le trophée qu'il a laissé à Tripoli. Un militant du FROLINAT l'aurait dérobé pour lui dans la maison du général Cortadellas. L'objet symbolise la cruauté de la lutte : c'est un porte-clé dont la breloque est une oreille tannée, celle d'un combattant du FROLINAT.

Si l'on était tenté d'évaluer l'échelon hiérarchique sur lequel le gouvernement algérien a placé le FROLINAT, en utilisant le critère du standing de l'habitat, il ne serait pas très haut : le représentant du Front doit se contenter d'un sous-sol dans un H.L.M. éloigné et, lors de ses passages à Alger, le D^r Siddik descend dans un hôtel de second ordre. Mais, en vérité, il est tout à l'honneur du

gouvernement algérien d'accorder son hospitalité « révolutionnaire » même à un mouvement mis au ban de l'O.U.A.

Des absents

Tous les mouvements de libération du monde ne sont pas à Alger, il s'en faut. Si l'on peut bien se douter des raisons pour lesquelles ni les antifranquistes, ni l'opposition grecque ne sont représentés, les révolutionnaires du Brésil, pays avec lequel l'Algérie entretient d'aussi bonnes relations qu'avec l'Espagne ou la Grèce, sont bel et bien présents. Nous les avons rencontrés, ainsi que les représentants du Front de libération du Portugal. Nous avons recueilli auprès d'eux un passionnant bilan comparé des résistances et des guérillas urbaines dans les différents pays, mais cela dépasserait le cadre de cet article, de même que la dénonciation du tourisme allemand-néo-colonial par le mouvement de libération de l'archipel canarien.

En partant pour Alger, nous avons établi, dans nos hypothèses de travail, une hiérarchie des mouvements de libération, basée sur la « justesse » plus ou moins évidente de leur cause. En tête venaient les victimes du colonialisme (colonies portugaises) et, tout de suite après, celles de l'apartheid (Afrique du Sud, Namibie, Rhodésie), ensuite celles d'une agression impérialiste (Vietnam, Cambodge), puis les minorités opprimées ou victimes de discriminations culturelles et économiques, comme les Québécois, les Basques — que nous avons aussi trouvés là, d'ailleurs — et, enfin, les victimes de dictatures militaires de style fasciste (Brésil, Portugal, Espagne, Grèce, etc.), mais, comme toutes les hypothèses de travail, celle-ci s'est modifiée en cours de route. Les révolutionnaires que nous avons rencontrés l'ont trouvée sommaire, et surtout de nature à déboucher sur des conclusions erronées. Ils nous ont dit : « *Si les différents visages pris par l'injustice, l'oppression et l'exploitation nous obligent à concevoir différentes formes de lutte, il ne faut pas perdre de vue une chose : c'est que l'ennemi que nous combattons est partout le même : le capitalisme international.* »

Claude Deffarge Journaliste au magazine ouest-allemand *Stern*.

Gordian Troeller Journaliste au magazine ouest-allemand *Stern*. Il est décédé en 2003.

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Le Monde Diplomatique

<https://www.monde-diplomatique.fr/1972/08/DEFFARGE/31043>

Notes

[1] Un militant — fort bien logé — devant lequel nous faisons allusion à cette hiérarchie, l'a contestée : elle serait due au hasard et surtout à la date d'installation, le problème du logement s'étant considérablement aggravé depuis quelques années.

[2] FUNK : Front de l'unité nationale khmère. Le cas de l'ambassade du Cambodge est particulier : au moment de l'éviction de Norodom Sihanouk, le gouvernement algérien n'ayant pas reconnu le gouvernement de Lon Nol, les représentants du Cambodge à Alger sont restés en place, mais au lieu du régime de Phnom-Penh, ils continuent de représenter celui, en exil, de Sihanouk, et le FUNK qu'il dirige.

[3] « Babylone » : terme employé par les Panthères noires pour parler des Etats-Unis.

[4] Par « dérangé dans ses habitudes », le D^r Siddik fait allusion au travail forcé des planteurs de coton qui ne pratiquent pas cette culture de leur plein gré.